



La Commune



Le 6 décembre et après

Le pays traverse une grave crise économique. L'inflation devrait dépasser les 100% en 2015, la monnaie vénézuélienne, le bolivar, ne cesse de s'effondrer, les pénuries se multiplient. Même peu fiable, les sondages prédisent une large défaite de Maduro. Après avoir accepté une mission d'observation, le gouvernement a refusé le Brésilien Jobim, ancien ministre de Lula, comme chef des observateurs. Celui-ci avait réclamé l'accès à un audit du système de vote électronique.

Le 6 décembre, le Venezuela sera à la croisée des chemins. Les sondages parlent pour la première fois depuis 17 ans d'une victoire plus ou moins importante de l'opposition représentée par l'Unité Démocratique (MUD). De leur côté, le gouvernement et le Parti Socialiste Uni du Venezuela (PSUV) font campagne et présentent des propositions construites par des hauts fonctionnaires. Des hauts fonctionnaires, privilégiés, bien installés, qui disposent des ressources de l'État en quantités énormes pour mener campagne et qui tiennent un discours de naufrage.

Cette situation en toile de fond ne peut pas dissimuler le plus brutal séisme économique que connaît le pays. Le contexte se rapproche, pas à pas, d'une crise politique en phase terminale et nourrit la morosité du peuple qui vit de son travail.

La fin d'une période

À quelques jours du scrutin, ce vote au Venezuela va déterminer la fin d'une période, mais aussi le départ pour une nouvelle situation. La carte politique qui sera dessinée après le 6 décembre ouvrira la porte à différents scénarios, mais aucun d'eux n'aboutira à la résolution immédiate de la crise. Au contraire, les deux principaux adversaires conduisent à son approfondissement et par conséquent vont certainement favoriser une activation de l'initiative indépendante des masses.

Le système électoral vénézuélien comporte très peu de proportionnelle. En conséquence, avec un écart de 10 points sur l'Unité Démocratique (MUD), le PSUV pourrait conserver une majorité simple de députés élus. Ce système empêchera aussi que ne s'expriment, dans toutes leurs dimensions, les troisièmes forces qui se présentent.

Manipulations

Comme jamais auparavant, le Conseil National Électoral (CNE), administrateur de l'élection, a manipulé et a empêché, par un opportunisme sans vergogne, la possibilité de présenter de nouvelles forces comme Marea Socialista. Il en a fait de même avec les vieux partis, comme le Grand Pôle Patriotique (GPP), qui ont cherché à négocier de meilleures conditions pour eux-mêmes. Le CNE a favorisé la promotion d'autres candidatures afin de créer la confusion auprès des électeurs en mélangeant les symboles, les noms et slogans des autres partis. L'obsession du gouvernement est axée sur la conquête de la 84e circonscription qui lui donnerait une majorité simple, mais qui aurait pour conséquence la perte d'environ 15 députés. Ce problème n'est absolument pas appréhendé par le gouvernement.

Consterné par le score que lui attribuent les sondages, le MUD mène une campagne anodine et sans idée. Il centre son argumentation sur le fait qu'il ne gagnera pas en raison d'une énorme fraude électorale qui débouchera sur des chocs violents dès le 6 décembre et pour l'avenir.

Ces chocs vont favoriser les tendances totalitaires qui existent aujourd'hui et pourraient changer toute l'organisation institutionnelle du pays. Le MUD parie sur un vote sanction qui lui permettrait de figurer dans le livre Guinness des records par l'ampleur de sa victoire. Ce parti est seulement animé par un antichavisme viscéral. Malgré tout, les hautes sphères du gouvernement apparaissent comme complices de son opposition pour 40% de la population qui se déclarent « indépendants » selon les mêmes sondages.

Mise à l'écart de Marea Socialista

C'est dans ce contexte que le courant Maréa Socialista (courant de gauche du PSUV) mène sa campagne de manière limitée, car il ne peut concourir avec son propre nom. Il a été diminué par la mise à l'écart de 70% de ses candidats par le PSUV bien qu'il représente la seule composante de l'expression du chavisme. Sa lutte principale consiste à conquérir au moins un siège de député qui soit le porte-parole d'un plan d'urgence pour le peuple et ceux qui vivent de leur travail.

Dans cette campagne électorale qui nécessite des efforts extraordinaires, Marea Socialista a voulu s'installer et apparaître clairement comme une référence autonome de la bureaucratie et du Capital. Ceci est une clé fondamentale pour ce qui va se passer désormais à partir du 7 décembre.

Traduction et commentaires, d'un article de Carlos Carcione, [dirigeant de Marea Socialista](#), paru dans le journal [Alternativa Socialista n°652](#), par Rémi Duteil.

Modifié le lundi 07 décembre 2015

Voir aussi



La Commune n° 101

lundi 07 décembre 2015

Sommaire : • Editorial : Unité nationale et état d'urgence contre les travailleurs • Chronique d'une chute de régime : Vers un front « national » Appel des 333 • Dossier du mois : L'état d'Urgence et la Guerre au Moyen orient • Amendement Ayrault sur la CSG et la prime d'activité • La CFDT, branche "salariés" du MEDEF ? • Argentine : Pour être une alternative,... >

Figure dans les rubriques [Journal trimestriel](#) |
